

Brochure n° 3109

Accords nationaux

MÉTALLURGIE

AVENANT DU 27 OCTOBRE 1987
RELATIF À L'ACCORD DU 12 JUIN 1987

NOR : ASET0651268M

RÈGLES DE FONCTIONNEMENT

Les organisations signataires de l'accord national du 12 juin 1987 sur les problèmes généraux de l'emploi ont établi les règles de fonctionnement de la commission paritaire nationale. Ces règles de fonctionnement, qui pourront être actualisées, seront portées à la connaissance des commissions paritaires territoriales.

Ainsi qu'il est indiqué à l'article 1^{er} de l'accord susvisé, la commission nationale se réunira au moins 2 fois par an. L'organisation patronale assurera la tâche matérielle du secrétariat de la commission.

La préparation des réunions de la commission nationale se fera par des réunions paritaires préalables des secrétariats des différentes organisations, à raison d'un représentant par organisation syndicale.

Des groupes de travail pourront être constitués d'un commun accord entre les organisations signataires (UIMM, CFE-CGC, CGT-FO, CFDT, CFTC) de l'accord du 12 juin 1987 ; ces groupes de travail seront chargés d'étudier un sujet particulier déterminé par la commission nationale ; la durée de ces groupes sera limitée à l'examen du sujet concerné.

L'UIMM adressera aux organisations syndicales les procès-verbaux des commissions territoriales de l'emploi qui lui parviendront. Pour les réunions de la commission nationale, un résumé sera fait desdits procès-verbaux.

Les commissions territoriales de l'emploi seront tenues informées des travaux de la commission nationale.

I. – Emploi

La commission nationale de l'emploi aura pour tâche :

- de permettre l'information réciproque sur la situation de l'emploi de la métallurgie au plan national et européen ;
- d'étudier la situation de l'emploi dans la métallurgie, son évolution au cours des mois précédents et son évolution prévisible ;
- de recueillir et éventuellement de faire réaliser toutes études utiles permettant une meilleure connaissance de la situation de l'emploi dans la métallurgie et de son évolution prévisible.

Pour ce faire, l'UIMM communiquera aux organisations syndicales avant chacune des 2 réunions les statistiques disponibles en matière d'emploi. En outre, des informations conjoncturelles sur la situation économique des principaux secteurs des industries des métaux viendront compléter les statistiques. Un éclairage particulier pourra être donné alternativement sur l'un ou l'autre de ces secteurs.

L'UIMM s'efforcera de recueillir le maximum d'informations sur les mesures d'aménagement et de réduction du temps de travail susceptibles d'être adoptées, notamment en application de la loi du 19 juin 1987 et de l'accord métallurgie du 17 juillet 1986. Les informations collectées seront portées à la connaissance de la commission nationale de l'emploi pour qu'elle puisse examiner l'impact des dispositions prises sur le volume de l'emploi, son maintien et son développement.

La commission nationale fera une analyse prospective de l'évolution qualitative des emplois, et notamment de l'incidence sur ces derniers de l'introduction et du développement des nouvelles technologies. Des liaisons seront établies à ce sujet avec les différents organismes susceptibles d'apporter des renseignements utiles dans ce domaine. La commission nationale de l'emploi procédera à un examen approfondi de leurs études pour en tirer tous les enseignements utiles. Elle pourra faire appel, en tant que de besoin, à des intervenants extérieurs pour orienter et enrichir ses réflexions. L'UIMM présentera, au fur et à mesure de leur réalisation, les objectifs et les résultats de conventions signées avec l'Etat et concernant l'évolution des emplois et des qualifications.

Les présentations qui en seront faites s'attacheront notamment à mettre en lumière :

- les données et procédures utilisées par les entreprises ou les organisations professionnelles pour la mise en œuvre d'une gestion préventive ;
- l'impact des politiques de gestion et d'amélioration de la qualité des produits et des services sur la gestion des qualifications ;
- les incidences généralement constatées d'évolutions rapides et importantes des technologies sur les qualifications.

La commission nationale examinera la situation de l'emploi et son évolution escomptée dans les principaux secteurs des industries des métaux avec la participation de leurs représentants qualifiés aux réunions de travail qui seront organisées. Ces réunions seront préparées par une réunion préalable des secrétariats afin de déterminer l'ordre du jour.

II. – Formation

Sur un plan général, la commission nationale de l'emploi est chargée de définir les orientations à donner à la politique de formation de la profession en précisant les priorités à retenir.

En ce qui concerne le congé individuel de formation, elle est chargée d'assurer le suivi au plan national des politiques menées au plan régional.

Par ailleurs, la commission nationale de l'emploi est chargée d'une mission particulière, d'ordre technique, pour laquelle elle sera amenée à prendre des décisions : il s'agit de la validation des qualifications préparées dans le cadre du contrat de qualification.

A. – Rôle d'orientation générale

La commission nationale de l'emploi examinera, en fonction des évolutions de l'emploi et notamment de celles qui résultent du développement des nouvelles technologies, les orientations qu'il serait souhaitable de donner à l'action menée par la profession en matière de formation.

Pour mener à bien cette mission, la commission se référera :

- d'une part, et conformément à la démarche préconisée par l'accord du 12 juin 1987, aux domaines de formation qui ont été définis comme prioritaires par l'accord national du 22 janvier 1985 sur les objectifs et les moyens de la formation dans la métallurgie ; ces domaines, qu'elle pourra proposer de compléter ou d'actualiser en fonction de l'évolution des techniques et de la situation économique, sont les suivants :
 - techniques nouvelles, et notamment : matériaux nouveaux, traitement de l'information, automatismes, méthodes de maintenance ;
 - culture technique, scientifique et générale de base ;
 - qualité ;
 - commerce, et notamment commerce international ;
 - sécurité ;
 - communication ;
 - connaissance de l'entreprise et de son environnement ;
- d'autre part, au bilan des réalisations concrètes menées à l'instigation de la profession dans ces différents domaines.

Ce bilan concernera notamment :

- les actions menées en application des conventions de développement de la formation signées entre l'Etat et l'UIMM ;
- l'activité des associations de formation de la profession, en distinguant les actions réalisées :
 - pour les salariés des entreprises dans le cadre du plan de formation ;
 - pour les demandeurs d'emploi ;
 - pour les jeunes en contrat de formation en alternance (adaptation et qualification) ;
- la situation de l'apprentissage ;
- les travaux menés par le groupe technique paritaire chargé de la validation des qualifications (voir ci-après).

La commission nationale de l'emploi exprimera, pour chacune de ces situations, un avis sur les tendances observées et sur les évolutions qu'elles traduisent, et pourra, si elle l'estime nécessaire, formuler des propositions sur les efforts à mener prioritairement.

B. – Congé individuel de formation

Le rôle de coordination confié à la commission nationale de l'emploi dans ce domaine s'exercera principalement à travers les deux missions suivantes :

- établissement d'une liste des domaines de formation dont le développement dans le cadre du congé individuel de formation est jugé prioritaire au plan national ;
- bilan de l'activité et du fonctionnement des sections métaux créées au sein des FONGECIF, et des fonds d'assurance formation de la métallurgie.

La commission pourra, si elle l'estime nécessaire, déléguer ces missions au groupe technique paritaire mentionné ci-après.

C. – Contrat de qualification : validation des qualifications

Comme la possibilité en a été prévue par l'ordonnance du 16 juillet 1986 (art. L. 980-2, 3^e alinéa nouveau, du code du travail), l'accord du 12 juin 1987 charge la commission nationale de l'emploi d'établir la liste des qualifications professionnelles pouvant être acquises par la voie du contrat de qualification.

En raison de la nature de ces travaux, qui nécessitent la mobilisation de compétences techniques, la commission décide de constituer un groupe technique, dit groupe technique paritaire, auquel elle donne délégation pour remplir cette mission telle qu'elle a été définie par l'accord du 12 juin 1987.

Ce groupe fera régulièrement état de l'avancement de ses travaux à la commission nationale.

Composition

Le groupe technique paritaire sera composé de :

- 2 membres désignés par chacune des organisations syndicales de salariés ;
- d'un nombre égal de représentants désignés par l'UIMM.

En outre, chaque délégation pourra se faire assister d'un spécialiste qualifié si la nature des dossiers mis à l'ordre du jour en fait apparaître la nécessité. Ces personnes extérieures au groupe ne prendront pas part aux délibérations.

Mode de décision

Les décisions de validation seront prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

Règles et procédures de validation

La commission nationale charge le groupe technique paritaire de proposer à son approbation les règles sur la base desquelles il procédera à la validation des dossiers présentés, et en particulier :

- le dossier type de demande de validation ;
- la procédure d'instruction des dossiers ;
- les critères de validation ;
- la durée et la portée de la décision de validation ;
- les conditions dans lesquelles pourra être mise en œuvre la possibilité de délégation aux commissions territoriales de l'emploi prévue par l'accord du 12 juin 1987.

Dispositions transitoires

A titre exceptionnel et pour déboucher rapidement sur des applications concrètes, la commission nationale charge le groupe technique paritaire d'examiner sans attendre, en vue de leur validation, les dossiers existants, notamment ceux concernant les certificats de qualification professionnelle (CQP) et les certificats de qualification technique (CQT).

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des industries métallurgiques et minières.

Syndicats de salariés :

Fédération des cadres, de la maîtrise et des techniciens de la métallurgie CFE-CGC ;

Fédération confédérée Force ouvrière de la métallurgie CGT-FO ;

Fédération générale des mines et de la métallurgie CFDT ;

Fédération des syndicats chrétiens de la métallurgie CFTC.